



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 36 – 22 octobre 2021

## Sommaire

### Fait marquant

- Le Gouvernement dévoile sa *Net Zero Strategy* et d'autres documents portant sur la transition bas carbone

### Climat & Energie

- Publication d'une stratégie de décarbonation du secteur du chauffage et du logement
- Le Gouvernement parie sur les technologies de captage et de stockage du CO2 (CSC)
- Le *Global Investment Summit* réunit près de deux cent investisseurs internationaux

### Industrie

- Un sondage de la Confédération de l'industrie britannique souligne les inquiétudes du secteur manufacturier, confronté à des difficultés persistantes
- Le secteur manufacturier adresse ses recommandations économiques au gouvernement

### Environnement

- Le Gouvernement britannique pourrait compromettre ses objectifs climatiques pour des accords commerciaux

### Transport

- La *Net Zero Strategy* présente plusieurs mesures pour la décarbonation des transports
- La ville de Londres va élargir sa zone à très faibles émissions (*Ultra-Low Emissions Zone*)
- Le gouvernement envisage plusieurs mesures pour remédier à la pénurie de conducteurs de poids lourds
- La hausse des redevances aéroportuaires à l'aéroport d'Heathrow provoque la colère des compagnies aériennes

## Fait marquant

### Le Gouvernement dévoile sa *Net Zero Strategy* et d'autres documents portant sur la transition bas carbone

Le gouvernement britannique a publié le 19 octobre plusieurs documents dont la [Net Zero Strategy – build back greener](#) qui précise la façon dont le RU entend atteindre ses objectifs en matière d'émissions de CO2 d'ici 2050, la [Heat and Building strategy](#) qui vise à décarboner le secteur du chauffage et du logement, une [Net Zero Review](#) chiffrant le coût de cette transition ainsi qu'une [Green finance roadmap](#) sur la finance verte. Le Gouvernement souhaite attirer des milliards de livres d'investissements dans le déploiement de technologies vertes tout en veillant à ce que la transition soit juste, notamment pour les plus modestes. La publication de ces documents, plusieurs fois repoussée, intervient dans un contexte délicat pour le Premier ministre Boris Johnson sur le plan intérieur (hausse des prix de l'énergie, pénuries touchant différents secteurs, dissensions au sein de la majorité sur le coût de la transition bas carbone). A seulement onze jours de l'ouverture de la COP 26 où la Présidence britannique est fortement attendue, la publication de ces quatre documents doit permettre au Gouvernement d'apparaître exemplaire et de contribuer à relancer la dynamique internationale sur les engagements en faveur du climat.

## Le chiffre de la semaine

52 %

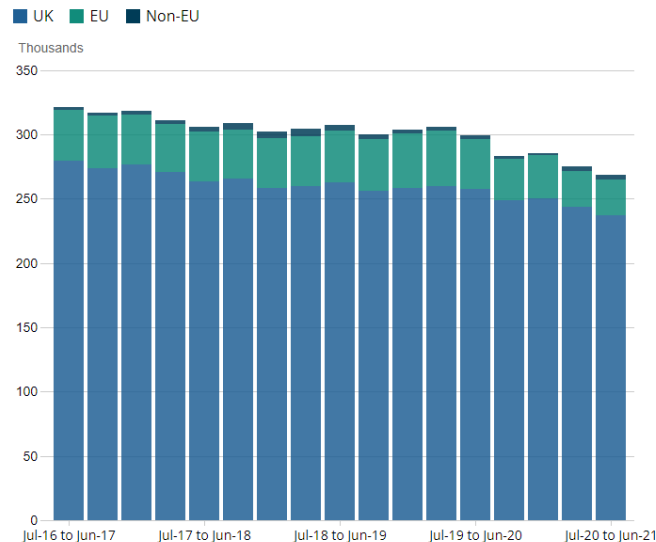
[Selon un sondage de Water Aid](#), plus de la moitié des Britanniques se déclare en faveur d'une aide financière aux pays les plus pauvres pour les aider à faire face aux conséquences du changement climatique.





## Le graphique de la semaine

Number of heavy goods vehicle drivers in employment by nationality,  
January 2016 to June 2021, UK, not seasonally adjusted



Source: Office for National Statistics – Annual Population Survey

Selon l'[Office for National Statistics](#), le nombre de chauffeurs de poids lourds s'établissait à 268 000 en juin, soit 39 000 de moins qu'en juin 2019 et 53 000 de moins qu'en 2016-2017.

## Climat & Energie

### COP 26 : actualités

**Flash** – Les éboueurs de Glasgow menacent, à la suite des employés des compagnies ferroviaires *ScotRail* et *Caledonian Sleep*, [de faire grève](#) lors de la COP26 pour protester contre leurs conditions de travail et des salaires qu'ils jugent insuffisants.

**Flash** – Ed Miliband, le ministre fantôme à l'Economie et à l'Energie, a accusé le Trésor britannique d'avoir [« saboté »](#) la transition bas carbone du RU en limitant les moyens consacrés aux politiques publiques la favorisant.

**Flash** – Le [Musée des Sciences de Londres](#) est accusé de *greenwashing* après avoir accepté des financements d'Adani, producteur indien de charbon, pour la création d'une nouvelle galerie centrée sur la révolution énergétique.

**Flash** – Selon [le directeur de Scottish Power](#), les faillites parmi les fournisseurs d'énergie vont s'accélérer, ne laissant que 5 ou 6 fournisseurs sur les 70 présents début 2021.

### Boris Johnson dévoile sa stratégie de décarbonation du logement

Attendue de longue date et publiée le 18 octobre 2021, la *Heat and Buildings Strategy* est venue préciser les moyens et priorités du Gouvernement britannique pour décarboner le secteur du logement, un des plus polluants au RU, en réduisant ses émissions entre 47 et 62 % d'ici 2035 par rapport à 1990. Dotée d'une enveloppe de 3,9 Md£, la stratégie s'appuie sur la décarbonation des bâtiments publics et des logements sociaux, la transition énergétique des logements des particuliers vers des sources bas carbone et, si les essais sont concluants, l'utilisation de l'hydrogène dans les réseaux de gaz d'ici à 2026. Une des mesures phares concerne une subvention de 5 000 £ finançant l'achat d'une pompe à chaleur pour les particuliers. Malgré des réactions enthousiastes de l'industrie, les associations écologistes ont souligné le manque d'ambition et des financements insuffisants pour atteindre les objectifs gouvernementaux de neutralité carbone en 2050. 90 000 foyers pourraient ainsi bénéficier, entre 2022 et 2025 d'une subvention du Gouvernement soit 30 000 foyers par an. Sans renforcement de ces moyens, les objectifs du Gouvernement visant à installer 600 000 pompes à chaleur par an d'ici 2028 seront difficilement atteignables.

## Le gouvernement parie sur les technologies de captage et de stockage du CO2 (CSC)

Dans le cadre de la publication de la *Net Zero Strategy* le Royaume-Uni a annoncé [avoir accéléré le développement de deux projets de CSC](#), dans le Nord-Est et le nord-Ouest de l'Angleterre, avec l'objectif de les rendre opérationnels au milieu de la décennie. La CSC consiste à capturer le CO2 émis par une installation industrielle et à le réutiliser ou à le stocker sous terre. Cette technologie est considérée comme essentielle par le *Climate Change Committee* pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Les deux projets, dont le financement reste pour le moment incertain, devrait permettre de capturer jusqu'à 50 % des émissions industrielles britanniques. Les associations environnementales craignent cependant que le financement de cette technologie, dont le succès reste à prouver, ne prolonge l'utilisation de combustibles fossiles.

## Le Global Investment Summit réunit près de deux cent investisseurs internationaux

A l'occasion du *Global Investment Summit* qui a eu lieu le 19 octobre, le Premier Ministre a vanté devant un parterre de 200 investisseurs étrangers l'attractivité du Royaume-Uni grâce aux « nouvelles libertés du Brexit ». Le Gouvernement cherche, en attirants des milliards de livres d'investissements étrangers, à faire du Royaume-Uni un [leader dans le développement des technologies vertes](#). Si 9,7 Md£ d'investissements ont ainsi été promis avec à la clé la création de 30 000 emplois potentiels, ce montant inclue le projet éolien *offshore* d'*Iberdrola* d'un montant de 6 Md£, déjà annoncé et dont la mise en œuvre reste conditionnée à l'octroi par les autorités d'un permis de développement et d'un *contract for difference*, qui garantit un prix fixe de rachat de l'électricité produite. Parmi les 18 accords d'investissement cités, le Premier Ministre a annoncé un nouveau partenariat à hauteur de 400 M£ avec [Bill Gates](#) pour développer des technologies bas-carbone dans quatre domaines : l'hydrogène vert, le stockage d'énergie à long terme, les biocarburants pour l'aviation et la séquestration de CO2.



## Le Gouvernement britannique pourrait compromettre ses objectifs climatiques pour des accords commerciaux

Un document interne du Département aux Accords internationaux (DIT) propose que le Gouvernement donne la priorité à la croissance économique, au détriment de protections environnementales, dans les accords commerciaux. Selon ce document, [révélé par Sky News](#), les ambitions environnementales du RU passeraient au second plan si des mesures de sauvegarde de l'environnement menaçaient la signature d'accords. Le pays est actuellement en discussion avec le Brésil et a signé en septembre 2021 un [accord commercial](#) avec l'Australie, dans lequel les engagements environnementaux avaient été édulcorés à la demande de ce dernier.

## Industrie

**Flash – [Ford](#)** va investir 230 Md£ dans son usine de Halewood afin de fabriquer, à partir de 2024, des composants de moteurs électriques. L'investissement, qui a été financé en partie par l'[Automotive Transformation Fund](#), devrait permettre de sauvegarder 500 emplois.

**Flash – [Britshvolt](#)**, la startup qui prévoit de construire la première gigafactory britannique fabriquant des batteries pour les voitures électriques, serait sur le point de choisir Londres plutôt que New York pour son introduction en bourse en 2022, une décision qui aurait été favorisée par les réformes proposées par le chancelier de l'Echiquier dans ce domaine.

## Un sondage de la Confédération de l'industrie britannique souligne les inquiétudes du secteur manufacturier, confronté à des difficultés persistantes

Près de deux tiers des 263 entreprises interrogées par la *Confederation of British Industry* (CBI) alertent sur le fait que les [pénuries](#) d'intrants affecteront leur production au cours des trois prochains mois. Deux entreprises sur cinq craignent par ailleurs que ce phénomène soit accentué par le manque de main-d'œuvre qualifiée. De plus, les prix des matières premières, notamment ceux de l'énergie, devraient continuer à augmenter dans les prochains mois. Quelques jours avant la présentation du budget par le chancelier de l'Echiquier, Rishi Sunak, la CBI estime que le gouvernement doit agir de « manière audacieuse » afin que l'économie britannique puisse affronter les défis de court terme.

## Le secteur manufacturier adresse ses recommandations économiques au gouvernement

Dans un [rapport conjoint](#), cinq associations professionnelles représentant différentes industries (produits pharmaceutiques, aérospatial, agro-alimentaire, chimie, automobile), publient leurs recommandations pour que le [secteur manufacturier](#) soit au cœur de la stratégie de croissance et de décarbonation du RU. Ces industries, qui emploient à elles cinq près de 800 000 personnes pour un chiffre d'affaires annuel de 338,2 Md£ et 166 Md£ d'exportations, présentent cinq recommandations en lien avec les priorités du gouvernement : développer les infrastructures et compétences nécessaires à la croissance du secteur manufacturier dans l'ensemble de régions du RU (*levelling up*), renforcer les moyens alloués au *Industrial energy transformation fund* afin

d'accompagner la décarbonation des industries énergivores, prévoir des initiatives pour attirer les investissements en R&D, garantir un cadre réglementaire stable et exigeant favorisant l'innovation et intégrer le secteur manufacturier dans une stratégie exportatrice de long terme.

## Transport

**Flash** – Le conseil municipal de [Leeds](#) a adopté une nouvelle [stratégie en matière de transports](#) de la ville qui prévoit de doubler l'usage des transports en commun sur dix ans.

**Flash** – Le prix de l'essence à la pompe a atteint 140,22 pences le litre (environ 1,65 €), soit son plus haut niveau depuis septembre 2012. Les prix ont augmenté de 22 % en un an.

**Flash** – Les services ferroviaires de [Southeastern](#), l'un des réseaux de banlieue les plus fréquentés de Grande-Bretagne, sont repassés sous contrôle public direct, après que le gouvernement a retiré à l'opérateur son contrat de franchise.

## La Net Zero Strategy présente plusieurs mesures pour la décarbonation des transports

La décarbonation du secteur des transports, qui comptait pour 23 % des émissions de carbone britanniques en 2019, est un élément clé de la stratégie de neutralité carbone à horizon 2050 du RU. La [stratégie](#) mentionne l'ensemble des moyens de transports, même si le transport routier est concerné en priorité. L'instauration, dès 2024, d'un pourcentage minimum de véhicules zéro émission (*zero emissions vehicles mandate*) dans la production totale doit permettre d'accroître la quantité de véhicules électriques disponibles sur le marché. Pour rappel, le RU prévoit d'interdire en 2030 la vente de véhicules neufs équipés d'un moteur essence ou diesel. Les exigences de neutralité carbone et d'électrification devraient s'étendre aux véhicules lourds (camions, bus). Des mesures sont également prévues pour renforcer les services offerts par les transports en commun ainsi que pour augmenter le recours aux mobilités douces. Enfin, des financements supplémentaires ont été annoncés, notamment un fonds de 620 M£ pour l'installation de bornes de recharge électrique. Certaines [associations environnementales](#) craignent cependant que les mesures dédiées aux véhicules électriques empêchent de sortir d'une logique du « tout voiture » et de développer des modes de transports alternatifs.

## La ville de Londres va élargir sa zone à très faibles émissions (*Ultra-Low Emissions Zone*)

La [mesure](#) entrera en vigueur le [25 octobre](#) et devrait s'appliquer à 135 000 conducteurs supplémentaires de voitures ou d'utilitaires, selon les estimations de *Transport for London* (TfL). L'ULEZ, dont l'accès pour les véhicules les plus polluants est soumis au paiement d'un péage de 12,50 £, devrait affecter davantage les ménages les plus modestes. Le maire de Londres, Sadiq Khan, avait lancé en 2019 un fond de 60 M£ pour favoriser la mise à la casse des véhicules les plus polluants. Les résidents londoniens bénéficiant de certains minima sociaux peuvent ainsi recevoir 2 000 £ pour remplacer leur voiture par une alternative « verte ». Le fond ne serait cependant en mesure d'aider que 1 500 propriétaires de véhicules supplémentaires, compte tenu des subventions déjà versées.

## Le gouvernement envisage plusieurs mesures pour remédier à la pénurie de conducteurs de poids lourds

Dans une [lettre](#) adressée au Parlement, le ministre des Transports, Grant Shapps annonce une simplification des règles pour le passage des permis poids lourd. Les candidats n'auront plus besoin de détenir un permis C (permettant de conduire le tracteur d'un camion mais sans la remorque) pour se présenter à l'examen du permis C+E (permis semi-remorque). L'objectif de cette mesure, qui doit d'abord être approuvée par le Parlement, est d'accélérer le recrutement de chauffeurs routiers britanniques. Le ministère des Transports a également proposé de modifier les règles de [cabotage](#) s'appliquant aux conducteurs étrangers et plus particulièrement européens. Ils seraient autorisés à effectuer un nombre illimité de collectes et livraisons au RU sur une période de deux semaines, contre deux fois sur une période de sept jours selon les règles actuelles. Ces mesures entreraient en vigueur d'ici à la fin de l'année et pour une période de six mois. L'association britannique des transporteurs routiers (*Road Haulage Association*) a cependant [critiqué](#) cette proposition qui créerait, selon elle, une concurrence déloyale pour les chauffeurs britanniques qui ne bénéficient pas de droits équivalents lors de leurs trajets dans l'UE. Le ministère des Transports a par ailleurs lancé une [consultation](#) publique au sujet de l'évolution des règles de cabotage qui s'est achevée ce jeudi.

## La hausse des redevances aéroportuaires à l'aéroport d'Heathrow provoque la colère des compagnies aériennes

L'Autorité de l'aviation civile (*Civil Aviation Authority, CAA*) a autorisé l'aéroport d'[Heathrow](#) à augmenter ses redevances d'atterrissage dès 2022, à la suite de la demande de ce dernier de récupérer une partie des pertes liées à la pandémie. La CAA a écarté une demande de l'aéroport de doubler le montant de ces redevances, mais celles-ci devraient toutefois pouvoir augmenter jusqu'à 56 % d'ici 2023. La CAA a lancé une [consultation](#) au sujet de plusieurs redevances aéroportuaires appliquées par Heathrow et dont le montant est répercuté in fine sur les passagers. Leur total passerait de 24,5 £ à 34,4 £ par passager (contre 22 £ en 2020). L'autorité a affirmé vouloir protéger les passagers contre des prix injustes, un discours qui n'a pas convaincu les compagnies aériennes qui rappellent qu'Heathrow compte déjà parmi les aéroports les plus chers du monde.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)